

INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES

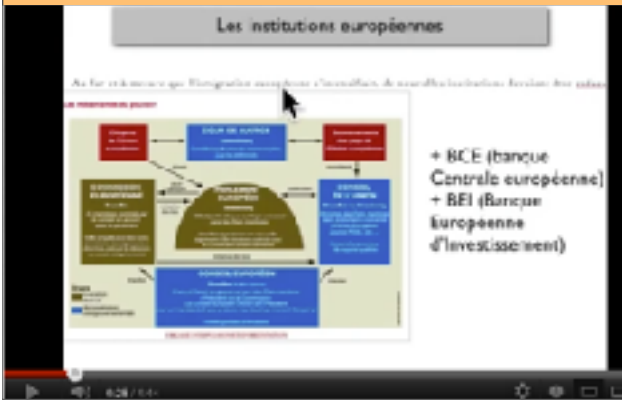
Sans entrer dans le détail des évolutions historiques, on rappellera qu'en se dotant d'un grand marché intérieur et d'une monnaie unique, les pays européens mènent une expérience originale d'intégration plus étroite de leurs économies. On montrera que l'union monétaire revêt une importance particulière dans le contexte monétaire et financier international, et qu'elle renforce les interdépendances entre les politiques macroéconomiques des Etats membres. On s'interrogera sur les difficultés de la coordination des politiques économiques dans l'Union européenne.

Acquis de première : banque centrale, politique budgétaire, politique monétaire.

NOTIONS à connaître: Euro, union économique et monétaire

QUELLE EST LA PLACE DE L'UNION EUROPÉENNE DANS L'ÉCONOMIE GLOBALE?

1. L'UE EST UN ACTEUR MAJEUR DE L'ECONOMIE GLOBALE PAR SON POIDS DÉMOGRAPHIQUE ET SA PUISSANCE ÉCONOMIQUE
2. L'UE REPRÉSENTE L'INTÉGRATION RÉGIONALE LA PLUS AVANCÉE : L'UEM (Union Economique et Monétaire)
 - a) MARCHÉ UNIQUE
 - b) MONNAIE UNIQUE: L'EURO
 - c) DES POLITIQUES INTERDÉPENDANTES
3. MAIS L'UEM A DES DIFFICULTÉS DE COORDINATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
 - a) POUR LES POLITIQUES CONJONCTURELLES
 - b) POUR LES POLITIQUES STRUCTURELLES



[VIDEO](#)

[Institutions politiques](#)



[VIDEO DU COURS](#)



[VIDEO DE RÉVISION](#)



[POLITIQUE DE LA BCE](#)

intégration économique :

processus par lequel plusieurs économies nationales constituent un même espace économique.

La zone de libre-échange :

suppression des barrières douanières entre les pays membres

- L'union douanière : suppression des barrières douanières et instauration d'un tarif extérieur commun

- Le marché commun : union douanière plus libre circulation des facteurs de production (travail et capital)

- L'union économique et monétaire : union économique plus mise en place du Marché Unique et d'une monnaie unique

- L'union économique : MARCHÉ UNIQUE (libre circulation des marchandises, des hommes, et des capitaux) plus mise en place de politiques communes

- Union monétaire: MONNAIE UNIQUE: l'euro + Banque Centrale Européenne + politique monétaire et bancaire commune.

1. L'UE EST UN ACTEUR MAJEUR DE L'ECONOMIE GLOBALE PAR SON POIDS DÉMOGRAPHIQUE ET SA PUISSANCE ÉCONOMIQUE

Au 1^{er} janvier 2017, la population de l'Union européenne (UE) est estimée à 511,8 millions d'habitants par Eurostat. Elle se classe derrière la Chine (1 384 millions) et l'Inde (1 318 millions) mais devant les États-Unis (325 millions).

La population européenne a un haut niveau de vie. La demande y est donc forte ce qui donne sa puissance au marché européen.

L'Union Européenne réalise environ 40% des échanges mondiaux soit à peu de chose près ce que réalisent l'Amérique du Nord et l'Asie réunies.

L'Union Européenne à 27 concentre 26% du PIB mondial (22% pour les USA). **C'est donc un acteur majeur de l'économie mondiale.**

Ce résultat semble être le fruit d'une expérience originale d'intégration économique qui a commencé au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Rapidement devenue un «**marché commun**» (traité de Rome en 1957) avec une union douanière, puis un «**marché unique**» (1986), elle a construit une «**union économique et monétaire**» (UEM) avec une monnaie unique l'Euro (traité de Maastricht en 1992 pour 19 pays).

2. L'UE REPRÉSENTE L'INTÉGRATION RÉGIONALE LA PLUS AVANCÉE : L'UEM (Union Economique et Monétaire)

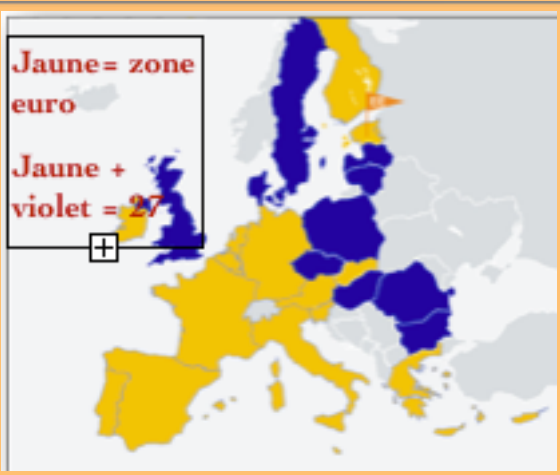
L'idée d'Union Européenne est ancienne, et avait souvent été invoquée comme remède aux guerres qui ravageaient le continent. Elle s'est imposée avec plus d'évidence après 1945. Mais la construction d'une fédération européenne s'est vite révélée trop difficile dans une Europe politiquement divisée et travaillée par les méfiances entre nations que révèlent l'échec de la Communauté Européenne de Défense en 1954 puis du traité constitutionnel en 2005.

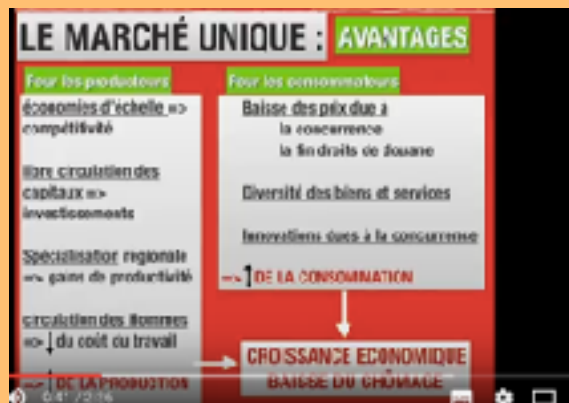
Les partisans de l'unification européenne ont donc pris le parti d'une construction progressive et originale: la stratégie adoptée est essentiellement basée sur l'économie et en particulier sur le libre échange en espérant que les institutions nécessaires à une Europe Fédérale en découleraient.

A. UNION ECONOMIQUE : DE LA CECA AU MARCHÉ UNIQUE

• 1. Les premiers traités qui précèdent le Marché Unique

➔ 1. Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) 1950 : fut le premier pas de l'intégration économique. La RFA, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg supprimaient toutes barrières douanières et toutes formes de protections dans les secteurs du charbon et de l'acier – secteurs symboliques s'il en était puisqu'à l'époque ces deux matériaux permettaient de construire des armes.





VIDEO DE REVISION
avantages et inconvénients du Marché Unique

➔ **2. La Communauté Economique Européenne (CEE) ou *Marché Commun***. Le traité de Rome de 1957 instaure une **union douanière** : suppression des barrières tarifaires entre les pays signataires en 10 ans et instauration d'un tarif extérieur commun (le TEC). La Communauté Economique Européenne (CEE) – est créée avec des institutions (Commission, Conseil et Parlement européens) afin de piloter cette union. Elle reçoit en plus une compétence exclusive sur les politiques agricoles, des transports et sur la politique commerciale extérieure, qui seront donc désormais des politiques européennes et non plus nationales. La CEE passe de 6 membres en 1957 à 12 en 1986, en intégrant le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande (1973), la Grèce (1981, l'Espagne et le Portugal(1986)

• **2. L'Acte Unique ou grand marché ou *Marché Unique***

Adopté en 1986 par les pays membres de la CEE, l'Acte Unique est en fait l'ensemble des règlements qui permettent la réalisation du Grand Marché, c'est-à-dire l'abolition définitive de toutes formes de barrières donc de taxes douanières permettant une libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des hommes. Cela devait stimuler l'efficacité économique et donc la croissance. La concurrence devait inciter les économies nationales à se spécialiser et donc améliorer les gains de productivité et par là même la croissance...De plus l'accroissement de la taille du marché devait générer des économies d'échelle et permettre une baisse des prix et donc une meilleure compétitivité.

B. L'UNION MONÉTAIRE: MONNAIE UNIQUE



- 1. Signé en février 1992, le traité de Maastricht lance l'ambitieux projet d'Union Economique et Monétaire (UEM) : en 1999, les pays signataires adoptent une seule et même monnaie, l'euro, qui entre en vigueur en 2 étapes : en 1999 sur les marchés financiers puis en 2002 pour les particuliers (dans nos porte-monnaie). Les banques centrales des pays sont fusionnées en une seule banque centrale indépendante : la Banque centrale Européenne BCE).
Cependant, tous les pays membres de l'UE n'adoptent pas l'euro : par exemple, Royaume-Uni et Suède choisissent de rester en dehors ; aujourd'hui la zone euro englobe 19 pays sur 28 pays membres de l'UE.

- 2. les avantages attendus de l'Euro

- ➔ Transparence des prix ce qui améliore la concurrence et donc la baisse des prix pour les consommateurs
- ➔ Elimination des coûts de transactions (ici: frais bancaires lorsqu'il s'agissait d'échanger des produits dans une autre monnaie)
- ➔ Disparition des fluctuations de change donc de la spéculation sur les monnaies européennes (qui faisait monter la valeur du Deutschmark et baisser celle du Franc)
- ➔ Impossibilité de dévaluations compétitives de certains pays(c-a-d la baisse organisée de leur monnaie pour rendre leurs produits plus compétitifs) considérée comme une concurrence déloyale.
- ➔ Taux d'intérêt faibles(car monnaie sûre) donc favorables au

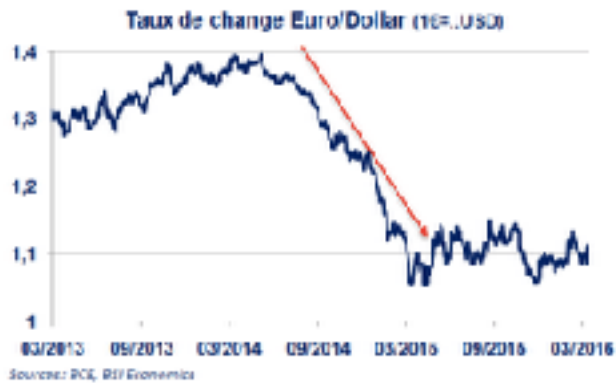
LA MONNAIE UNIQUE : euro

avantages

- stabilité monétaire
(plus de spéculation entre les différentes monnaies)
- Baisse des coûts de transactions
(dus au change des monnaies)
- facilité des échanges
(la même monnaie)
- faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation
- Statut de monnaie internationale
(confiance des investisseurs)

VIDEO DE REVISION

avantages et inconvénients de l'Euro



• 3. les contraintes et inconvénients de l'Euro

- ➔ Nécessité de respecter les critères de Maastricht et donc pour les pays du Sud de faire des politiques d'austérité pour diminuer les déficits et la dette publique.
- ➔ Perte de l'indépendance monétaire et donc de la possibilité d'utiliser la politique monétaire nationale pour créer de la croissance en dévaluant pour rendre les produits nationaux plus compétitifs à l'internationale. Ne pouvant plus faire de « dévaluation compétitives », la tentation c'est de faire de la « dévaluation salariale » (baisse ou non-augmentation des salaires) pour retrouver de la compétitivité.
- ➔ Une seule politique monétaire pour tous les pays quelque soit leur niveau et leurs problèmes économiques (par ex l'Allemagne et la Grèce).

• 4. Le taux de change de l'euro et ses conséquences

En 2002, il fallait 0,87 \$ pour 1 EURO, actuellement, il faut 1,17 \$ pour avoir 1€; quelles sont les conséquences de ces variations?

A. Taux de change fort =

- ➔ Baisse des taux d'intérêt donc augmentation de la demande de consommation à crédit et de l'investissement => Croissance possible....si les ménages peuvent consommer + et si les entreprises décident d'investir..
- ➔ Faible compétitivité-prix des produits nationaux à l'exportation. Baisse des exportations de produits trop chers + Hausse des importations de produits étrangers moins chers = Dégradation de la balance commerciale + Ralentissement de la croissance pour les pays qui ont une compétitivité-

balance commerciale + Ralentissement de la croissance pour les pays qui ont une compétitivité-prix. Exemple la France , mais surtout les pays du Sud de l'Europe

➔ Le Taux de change fort ne gêne pas les pays qui ont une compétitivité hors-prix comme l'Allemagne qui reste un champion de l'exportation.

B. Taux de change faible =

➔ un taux de change faible rend de la compétitivité à l'export pour les produits qui ont besoin d'une compétitivité prix.

➔ Un taux de change faible devrait provoquer de l'inflation importée (produits importés + cher) et donc combattre la tendance à la déflation.

3. MAIS L'UEM A DES DIFFICULTÉS DE COORDINATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

A. Pourquoi se coordonner ?

➔ L'intensité des relations commerciales et financières => coordination nécessaire

➔ L'interdépendance des économies (ce que fait l'une réagit sur l'autre) => nécessité de co-ordonner

➔ Intérêt à réagir collectivement face aux chocs externes (chocs symétriques, c-a-d concernant tous les membres)=>nécessite une coopérer

LA MONNAIE UNIQUE : euro

inconvénients

Plus de politique monétaire nationale (BCE)

- plus de politique de relance nationale
- Plus de dévaluation compétitive, remplacée par une baisse des salaires

respect des critères de Maastricht
déficit budgétaire < 3% => politique d'austérité

même monnaie, les même taux d'intérêt pour des économies très différentes (All => Grèce)

forte divergence entre les économies gagnantes (Nord) et perdantes (SUD)

VIDEO DE REVISION

DEFICIT BUDGETAIRE

solde négatif du budget de l'Etat:

Recettes < dépenses

Ne pas confondre avec le déficit public

DEFICIT PUBLIC

Solde budgétaire cumulé de l'Etat, la Sécurité sociale et des administrations territoriales.

Ce déficit ne doit pas être > à 3% du PIB

DETTE PUBLIQUE

Dettes de l'ensemble des administrations publiques (c'est à dire des déficits cumulés pendant des années)

Cette dette ne doit pas dépasser 60% du PIB

B. Comment se coordonner?: le pacte de stabilité et de croissance (PSC)

- ➔ Critères de Maastricht: déficit public < à 3% du PIB et dette publique < à 60% du PIB pour éviter les politiques budgétaires laxistes de certains membres qui nuiraient à la stabilité de l'euro et qui obligerait les autres à un «sauvetage» donc à payer pour eux (ex la Grèce).
- ➔ En 2012: le pacte budgétaire européen («règle d'or») pour le retour à l'équilibre budgétaire avec possibilité de supervision européenne et de sanctions.

C. Mais la coordination reste très complexe:

- ➔ l'intégration du marché des biens et des services est déjà très avancée
- ➔ L'intégration des marchés du travail avec possibilité de mobilité du travail dans les différents pays est très discutée (problème des "travailleurs détachés" venant souvent de l'Europe de l'Est pour lesquels les entreprises de l'ouest ne paient que les très faibles cotisations sociales de l'Est => concurrence déloyale).
- ➔ Les conjonctures économiques ne sont pas assez synchronisées (inflation, taux d'intérêt, déficits et dettes publiques, compétitivité sont très DIFFERENTS)
- ➔ Seuls 17 pays sur 27 font partie de la zone euro.
- ➔ Une gouvernance de la zone euro est insuffisante; en effet, l'euro est la seule monnaie sans ETAT

D. les politiques conjoncturelles posent des problèmes de coordination

- ➔ politique monétaire unique pour les pays de la zone euro. Elle est menée par la BCE Elle est donc la même pour tous les pays de la zone euro. Or l'Allemagne et la Grèce ont des problèmes bien différents. Le même taux de change pour ces 2 pas pose problème; Le même taux de change pour ces 2 pas pose problème; il est trop faible pour l'économie allemande et trop fort pour l'économie grecque ...

UEM 4.

DES DIFFICULTÉS DE COORDINATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

VIDEO DE REVISION

➔ La politique budgétaire est nationale:

Chaque pays décide de sa politique budgétaire mais chacun doit respecter les critères de Maastricht. Beaucoup au Sud n'y arrivent pas... Tout comme la France. Il n'y a pas de véritable coordination.

E. Les politiques structurelles posent aussi des problèmes de coordination

➔ La politique fiscale est nationale: Plusieurs pays comme l'Irlande et les Pays

Bas baissent au maximum les impôts sur les bénéficiaires pour attirer les entreprises, c'est ce que l'on appelle du dumping fiscal => concurrence déloyale. Ainsi Apple, Google, Facebook ont installé leur siège européen en Irlande pour payer un minimum d'impôts. C'est un manque à gagner pour les budgets des autres pays qui se chiffre en milliards d'euros !

➔ La politique sociale est surtout le fait des différents pays. Les pays de l'Europe

de l'Est aux salaires peu élevés et aux cotisations sociales presque inexistantes (dumping social) attirent les entreprises qui délocalisent leurs productions qui nécessitent le plus de main d'œuvre. C'est un problème pour la Protection Sociale dans toute l'Europe qui risque de diminuer pour que les pays de l'ouest restent compétitifs.

➔ des efforts de coordination

➔ Le MES: (mécanisme européen de solidarité) sorte de FMI européen vient au secours des Etats en leur accordant une aide financière en contrepartie de conditions très dures et de surveillance du budget (ex la Grèce)

➔ l'union bancaire: pour éviter une nouvelle crise bancaire. la BCE surveille les banques. De nouvelles règles pour les banques au bord de la faillite pour éviter que ce soit les Etats (donc les contribuables) qui paient pour renflouer les banques. Maintenant ce sont les actionnaires de ces banques qui paient. Les dépôts des épargnants sont garantis jusqu'à 100 000€.